

51^e

enquête semestrielle
juillet 2010

LA CONJONCTURE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

oseo

Sommaire

Synthèse_ PAGE 03_

1 Activité_ PAGE 04_

2 Emploi_ PAGE 06_

3 Situation financière_ PAGE 08_

4 Les investissements et leur financement_ PAGE 10_

5 Les secteurs d'activité_ PAGE 13_

Industrie PAGE 13_ / Construction PAGE 15_ / Commerce : commerce de gros,
commerce de détail, commerce et réparation automobile PAGE 16_ /
Transports PAGE 17_ / Tourisme PAGE 17_ / Services : services aux entreprises,
services aux particuliers PAGE 18_

7 Méthodologie_ PAGE 19_

Synthèse

Pour 2010, une reprise limitée prévue à + 1 % ;
pour 2011, des perspectives nettement
plus optimistes

Interrogés début mai, les dirigeants de PME font état d'une reprise encore faible. **Tous secteurs confondus, ils prévoient une hausse moyenne de leur chiffre d'affaires de 1 % en 2010.**

L'activité redémarre timidement dans les secteurs amont, notamment l'industrie des biens d'équipement, du commerce de gros et des services aux entreprises, secteurs qui avaient été touchés de plein fouet par la récession historique de l'automne-hiver 2008-2009. L'activité se stabilise dans les transports, tandis que le recul s'atténue dans la construction. Par ailleurs, les affaires demeurent très atones dans les secteurs liés à la consommation des ménages : commerce de détail, commerce et réparation automobile, tourisme, et services aux particuliers.

Dans ce contexte d'inertie quasi générale de la demande, les PME ont continué début 2010 à réduire légèrement leurs effectifs. L'emploi s'est cependant stabilisé dans les catégories des entreprises innovantes et exportatrices.

Les trésoreries restent quant à elles très tendues et pourraient même se dégrader dans les mois à venir. Les résultats financiers de 2009 sont, pour leur part, constatés en net repli, peu d'amélioration étant attendue pour l'exercice en cours, faute de franche remontée de l'activité.

Enfin, les investissements sont annoncés en recul modéré dans l'ensemble des secteurs, à l'exception de l'industrie, où ils esquissent un léger redressement après leur forte contraction en 2009. Toutefois, la faiblesse persistante du taux d'utilisation des capacités de production bride les possibilités de rebond de l'investissement des PMI.

Pour 2011, les perspectives sont nettement plus optimistes : les dirigeants de PME prévoient une sensible hausse de leur activité dans les secteurs de l'industrie, du commerce de gros, des services ainsi que celui du tourisme. En fait, seuls font exception la construction, le commerce de détail ainsi que le commerce et la réparation automobile.

Ce rebond anticipé dans les secteurs en amont du système productif devrait profiter pleinement aux entreprises les plus exportatrices et les plus innovantes, qui envisagent aussi une hausse notable de leurs embauches. Ce type d'entreprises est sans conteste le mieux placé pour bénéficier de l'accélération du commerce mondial et du gain de compétitivité dont bénéficient les biens et services français en raison de la récente baisse du cours de l'euro.

1/Activité

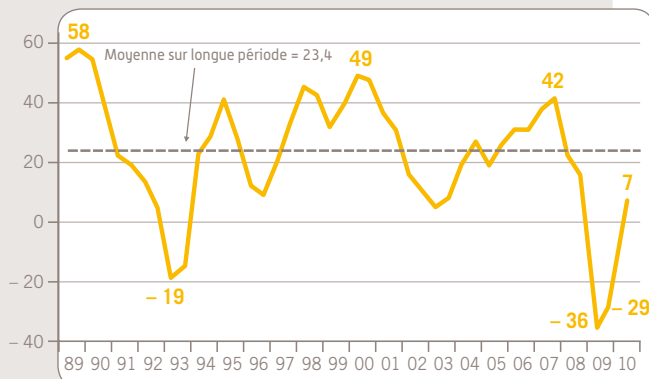
2010 : FAIBLE REPRISSE DE L'ACTIVITÉ AU PREMIER SEMESTRE

L'ACTIVITÉ ESQUISSE UN LÉGER REDRESSEMENT

L'indicateur d'activité⁽¹⁾ des PME ressort à + 7 en mai. Ce niveau faiblement positif indique un léger démarrage de l'activité après le recul historique de 2009.

INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N pour l'année N

Source : OSEO

Sur la base des 4 ou 5 premiers mois de 2010, les entreprises anticipent une croissance de + 1,0 % de leur chiffre d'affaires en moyenne sur l'année, faisant suite à une baisse en 2009 estimée à - 6,4 %.

REPRISE TECHNIQUE DANS L'INDUSTRIE ET LES SECTEURS QUI LUI SONT LIÉS

Les secteurs situés en amont du système productif, qui avaient été les plus affectés par la crise de 2008-2009, prévoient une légère progression du chiffre d'affaires en 2010 :

- + 1,8 % industrie (contre - 11,6 % en 2009)
- + 1,8 % commerce de gros (vs - 7,9 %)
- + 1,8 % services aux entreprises (- 3,6 %)
- + 0,7 % transports (après - 8,4 %)

La tendance est au simple maintien de l'activité dans les secteurs liés à la consommation des ménages, après une baisse relativement limitée en 2009 :

- - 0,8 % commerce de détail (contre - 2,9 %)
- - 0,9 % commerce et réparation automobile (après - 5,6 %)
- + 0,4 % tourisme (vs - 3,3 %)
- + 1,1 % services aux particuliers (contre - 0,5 %)

L'activité n'est pas encore vraiment stabilisée dans la construction :

- - 1,2 % bâtiment (après - 4,1 % en 2009)
- - 0,6 % travaux publics (vs - 8,7 %)

SENSIBLE ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ CHEZ LES PME EXPORTATRICES

Très fortement touchées par la récession, les PME les plus performantes à l'exportation sont les premières à repartir de l'avant. Celles qui réalisent plus d'un quart de leur CA à l'export tablent sur une progression de + 6,0 % en moyenne des facturations cette année, après une baisse estimée fin 2009 à - 9,6 % pour le précédent exercice.

Les entreprises "moyennement exportatrices" (6 % à 25 % du CA exporté) prévoient une hausse de + 2,4 % en 2010 (après - 9,0 % en 2009) tandis que l'activité stagne chez les PME "non ou très peu exportatrices"⁽²⁾, avec une prévision de + 0,2 % seulement.

L'ACTIVITÉ SE STABILISE DANS LES TPE MAIS ACCÉLÈRE DANS LES MOYENNES ENTREPRISES

Les entreprises de moins de 10 salariés anticipent une baisse de - 0,1 % en moyenne de leur chiffre d'affaires cette année. Dans les autres classes d'effectif salarié, les prévisions sont proches de la moyenne (+ 1,0 %), sauf pour les entreprises de 50 à 99 salariés qui pronostiquent une croissance de + 4,2 %.

REDRESSEMENT DE L'ACTIVITÉ CHEZ LES ENTREPRISES INNOVANTES⁽³⁾

Les PME innovantes⁽⁴⁾ prévoient une progression du chiffre d'affaires de + 3,2 % en moyenne en 2010, tandis qu'il diminuerait de - 0,3 % pour les "non innovantes".

Elles évaluent à - 4,8 % en moyenne, la diminution de leur CA en 2009, contre - 7,1 % pour les "non innovantes".

En mai précédent, les anticipations étaient de - 6,0 % et - 7,8 % respectivement. Le redressement en cours au second semestre apparaît donc légèrement plus rapide pour les entreprises innovantes.

(1) Solde en pourcentage des opinions opposées : "CA estimé en hausse sur l'année en cours" moins "CA estimé en baisse".

(2) 10 % des entreprises de l'échantillon réalisent plus du quart de leur CA à l'international ("fortement exportatrices") et 12 % entre 6 % et 25 % ("moyennement exportatrices"). Les autres, soit 78 % de l'échantillon, n'exportent pas du tout (60 %) ou moins de 6 % de leur CA (18 %).

(3) Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :
a) financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
b) acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
c) déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
d) développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
e) commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

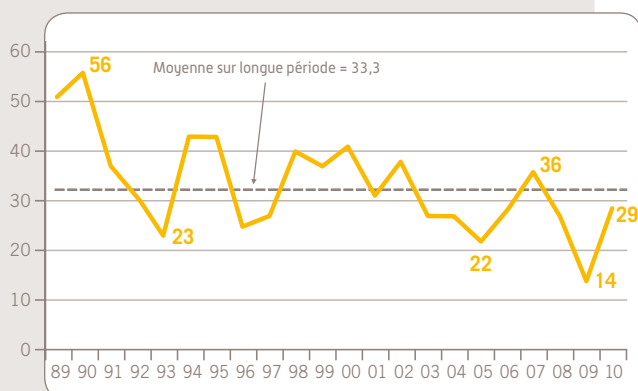
(4) 36 % des entreprises de l'échantillon sont classées "innovantes" et, a contrario, 64 % "non innovantes".

POUR 2011 : ASSEZ BONNES PERSPECTIVES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ACTIVITÉ

39 % des dirigeants tablent sur une progression de leur activité en 2011 tandis que 10 % seulement s'attendent à une baisse, soit un solde de + 29. À ce niveau, l'indicateur avancé de l'activité est assez proche de sa moyenne de long terme (+ 33,3).

INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en mai N pour l'année N+1

Source : OSEO

LES ANTICIPATIONS D'ACCÉLÉRATION DE L'ACTIVITÉ SONT PLUTÔT OPTIMISTES SAUF DANS LA CONSTRUCTION, LE COMMERCE DE DÉTAIL ET CELUI DE L'AUTOMOBILE

L'indicateur prévisionnel d'activité est sensiblement supérieur à la moyenne dans l'industrie (+ 42), le commerce de gros (+ 37) et les services aux entreprises (+ 35). La reprise technique à l'œuvre dans le secteur industriel devrait notamment bénéficier de l'accélération des échanges internationaux générée par la très forte croissance économique des pays émergents.

Les perspectives d'activité en 2011 apparaissent en revanche assez ternes dans la construction, avec un indicateur avancé à + 9 seulement. Les anticipations sont également peu optimistes dans le commerce de détail (indicateur à + 7) et dans le commerce et de la réparation automobile (+ 3).

Cependant, les anticipations d'accélération de l'activité sont assez élevées dans le secteur du tourisme (+ 28), voire celui des services aux particuliers (+ 24).

Le secteur des transports devrait également bénéficier de l'amélioration du climat des affaires dans l'industrie, avec un indicateur avancé à + 23.

LES PERSPECTIVES DE PROGRESSION DE L'ACTIVITÉ AUGMENTENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur avancé de l'activité croît de + 23 chez les TPE à + 45 chez les entreprises de 50 à 500 salariés.

LES PME EXPORTATRICES SONT NETTEMENT PLUS OPTIMISTES QUE LES AUTRES

Très affectées par la récession de 2008-2009, les entreprises exportatrices profitent maintenant du redressement du commerce mondial et de la vive remontée du dollar par rapport à l'euro.

L'indicateur avancé de l'activité culmine à + 50 chez les PME fortement exportatrices (CAE > 25 %) et atteint + 46 pour les entreprises moyennement exportatrices (5 % < CAE < 25 %).

LES PME INNOVANTES TABLENT EN MAJORITÉ SUR UN ACCROISSEMENT DE LEUR ACTIVITÉ

54 % des entreprises innovantes pronostiquent une hausse de leur activité en 2011, contre 7 % seulement une diminution, ce qui donne un indicateur avancé à + 47. Cependant, celui-ci s'établit à + 19 seulement parmi les entreprises qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années.

En fait, on constate que 60 % des entreprises "fortement exportatrices" sont innovantes et 57 % parmi celles qui sont "moyennement exportatrices", contre 36 % seulement pour l'ensemble des PME.

2/ Emploi

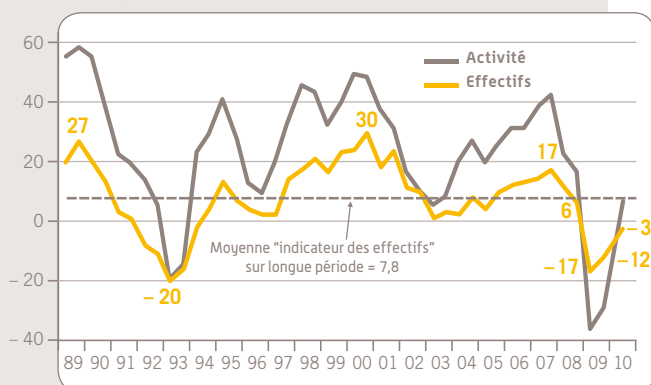
NET RALENTISSEMENT DES CONTRACTIONS D'EFFECTIFS AU PREMIER SEMESTRE 2010

LA QUASI-STAGNATION DE L'ACTIVITÉ DES PME EN DÉBUT D'ANNÉE N'A PAS PERMIS DE STABILISER L'EMPLOI

L'indicateur courant d'emploi⁽⁵⁾ demeure légèrement négatif, à - 3. Il a cependant regagné 9 points en six mois et 14 points sur un an.

INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Estimations de mai N et novembre N pour l'année N

Source : OSEO

L'EMPLOI RECLE ENCORE DANS LA MAJORITÉ DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Les suppressions de postes sont encore importantes dans l'industrie, où l'indicateur courant d'emploi demeure négatif à - 7, mais beaucoup moins qu'en 2009 (- 27 en novembre et - 25 en mai).

Cependant, les réductions d'effectifs sont les plus fréquentes dans le secteur des travaux publics (indicateur à - 19, contre - 21 fin 2009) et celui du commerce et de la réparation automobile (- 18, vs - 15). Les ajustements à la baisse sont un peu moins fréquents dans le commerce de détail (indicateur à - 8, après - 11) et les services aux entreprises (- 6 en mai, contre - 2 fin 2009).

L'emploi s'est stabilisé en début d'année dans 4 secteurs : les transports (+ 2, après - 2), le commerce de gros (+ 1, contre - 10) et les services aux particuliers (indicateur courant à + 3, après + 1 en novembre 2009).

En fait, seules les PME du tourisme semblent véritablement créatrices d'emplois nouveaux, avec un indicateur franchement positif à + 8 [contre respectivement - 11 et - 2 en mai et novembre 2009].

LES PETITES ENTREPRISES ONT STABILISÉ LEURS EFFECTIFS CONTRAIREMENT AUX TPE ET AUX MOYENNES ENTREPRISES QUI CONTINUENT DE LES RÉDUIRE

Malgré une activité en légère progression dans les entreprises de 100 à 500 salariés, l'indicateur d'emploi y est encore assez négatif, à - 13 (contre - 36 et - 23 en mai et novembre 2009). L'emploi est également annoncé en recul dans les TPE, avec un indicateur à - 8 (après - 15 et - 12).

En revanche, les entreprises de 10 à 99 salariés ont maintenu leurs effectifs salariés au cours des premiers mois de l'année.

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse" par rapport à fin 2009

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
Moins de 10 salariés	- 2	- 8
10 à 19 salariés	+ 9	0
20 à 49 salariés	+ 18	3
50 à 99 salariés	+ 25	2
100 à 500 salariés	+ 13	- 13
Ensemble	+ 7	- 3

Source : OSEO

L'EMPLOI EST EN VOIE DE STABILISATION DANS LES ENTREPRISES FORTEMENT EXPORTATRICES

Leur indicateur courant d'emploi est remonté à - 3 en mai 2010, après - 28 et - 17 respectivement en mai et novembre 2009. L'activité de ces entreprises, qui avait brusquement chuté au début de la récession, est actuellement en sensible reprise.

LES ENTREPRISES INNOVANTES ONT MAINTENU LEURS EFFECTIFS

Alors que l'emploi continue à se contracter dans les entreprises non innovantes, avec un indicateur courant à - 6, les créations de postes compensent les suppressions dans les entreprises classées "innovantes" (indicateur nul).

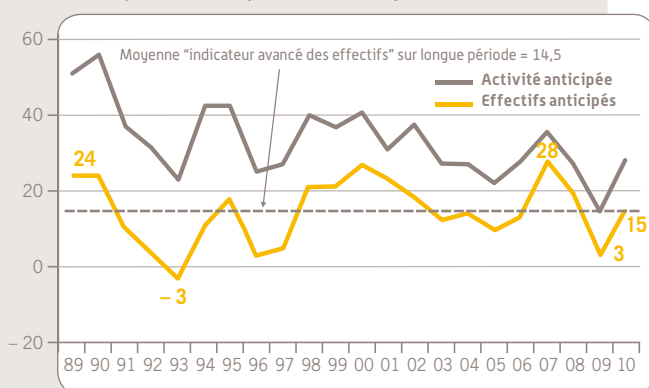
(5) Différence entre le pourcentage d'entreprises déclarant à la date de l'enquête, en mai N et novembre N, une hausse de leurs effectifs salariés par rapport à la fin de l'année précédente N-1 et le pourcentage de celles qui déclarent une baisse.

LES PME ENVISAGENT UNE SENSIBLE AUGMENTATION DES EFFECTIFS EN 2011

L'indicateur avancé de l'emploi remonte à + 15 en mai 2010, en hausse de 12 points sur un an. Il est maintenant revenu à son niveau de long terme.

INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en mai N pour l'année suivante N+1

Source : OSEO

LES PERSPECTIVES D'EMBAUCHE SONT TRÈS VARIABLES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur d'emploi prévisionnel pour 2011 est le plus positif dans les services aux entreprises (+ 27), suivis par l'industrie (+ 19) et le commerce de gros (+ 16). Les anticipations sont plus modérées dans les transports (indicateur prévisionnel à + 12), le tourisme (+ 10) et les services aux particuliers (+ 7).

Les PME des autres secteurs (bâtiment, travaux publics, commerce de détail et commerce et réparation automobile) prévoient un simple maintien des effectifs au niveau actuel, avec un indicateur avancé de l'emploi compris entre - 2 et + 2.

LES ENTREPRISES DE 10 À 99 SALARIÉS PRÉVOIENT PLUS FRÉQUEMMENT D'ACCROÎTRE LEURS EFFECTIFS

Leur indicateur avancé d'emploi ressort à + 19, contre + 11 pour les TPE et + 8 pour les entreprises de 100 à 500 salariés. C'est en ligne avec les anticipations d'évolution de l'activité en 2011, sauf pour les moyennes entreprises qui annoncent pourtant des perspectives de croissance assez élevées (indicateur avancé de l'activité à + 39).

LES PRÉVISIONS D'EMBAUCHE SONT PLUS ÉLEVÉES CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

L'indicateur avancé d'emploi s'établit à + 20 pour les entreprises moyennement exportatrices (5 % < CAE < 25 %) et + 25 pour les fortement exportatrices (CAE > 25 %). En revanche, il n'est qu'à + 13 pour les entreprises non ou très peu exportatrices.

LES PME INNOVANTES ANTICIPENT DE NOMBREUX RECRUTEMENTS

Les dirigeants de PME innovantes, particulièrement optimistes sur l'évolution de leur activité à l'horizon 2011, sont 34 % à penser accroître leurs effectifs contre 6 % seulement à déclarer vouloir les réduire. Leur indicateur prévisionnel d'emploi, à + 28, est supérieur de 20 points à celui des PME "non innovantes".

3/Situation financière

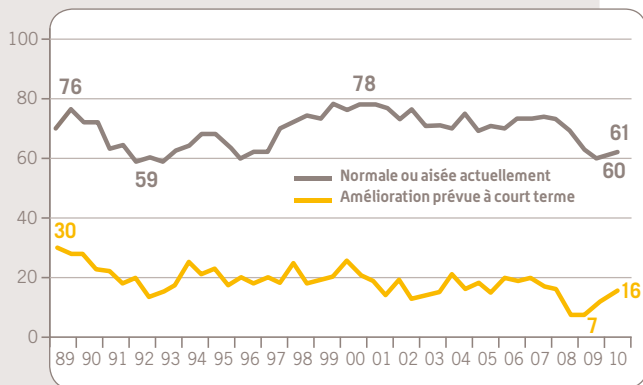
LES TRÉSORERIES SONT ENCORE TRÈS TENDUES

61 % des PME estiment normale ou aisée la situation de leur trésorerie récente. C'est à peine mieux que le point bas enregistré fin 2009.

Le solde de 39 % (100 % - 61 %) représente la proportion des entreprises qui, en mai 2010, considèrent "difficile" l'état de leur trésorerie au cours des six derniers mois.

TRÉSORERIE DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

NET DURCISSEMENT DANS LA CONSTRUCTION MAIS SENSIBLE ASSOULISSEMENT DANS LE COMMERCE

57 % des dirigeants des PME des travaux publics disent avoir eu des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, soit 12 points de plus qu'en novembre 2009. Dans le bâtiment, la hausse est de 3 points, à 42 %.

Les difficultés ont fortement diminué dans le commerce de gros, avec 33 % seulement de citations, en recul de 5 points par rapport à novembre 2009, ainsi que dans le commerce et la réparation automobile (36 %, après 42 %) et le commerce détail (44 %, contre 48 %).

L'état de la trésorerie récente est à peu près stable dans les autres secteurs d'activité : toujours très tendue dans les transports, avec 43 % de citations "difficile", et au niveau moyen des PME dans les services aux entreprises (38 % vs 37 %), le tourisme (38 % vs 36 %) et l'industrie (38 %, contre 40 % en novembre).

LA SITUATION DE TRÉSORERIE RESTE TRÈS TENDUE DANS LES TPE MAIS S'ASSOULIT SENSIBLEMENT DANS LES MOYENNES ENTREPRISES

En mai, 43 % des TPE mentionnent des difficultés de trésorerie sur les six derniers mois et 36 % des entreprises de 10 à 50 salariés, sans changement par rapport à novembre 2009.

En revanche, la proportion recule de 4 points, à 33 %, dans les entreprises de 50 à 99 salariés et surtout de 9 points, à 24 % seulement, dans les entreprises de 100 à 500 salariés.

LES TRÉSORERIES SONT MOINS SERRÉES CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

31 % des entreprises exportatrices (CAE > 5 %) annoncent des tensions de trésorerie sur les six derniers mois, soit 10 points de moins que les "non ou très peu exportatrices".

De plus, la situation est stable chez ces dernières tandis qu'elle s'est améliorée chez les "moyennement exportatrices" (- 8 points) et les "fortement exportatrices" (- 1 point).

LES TRÉSORERIES DES ENTREPRISES INNOVANTES SE SONT ASSOULIES

35 % des entreprises innovantes jugent difficile l'état de leur trésorerie récente, soit 5 points de moins qu'en novembre 2009. Dans le même temps, la situation est demeurée aussi tendue chez les non innovantes, avec 41 % de citations.

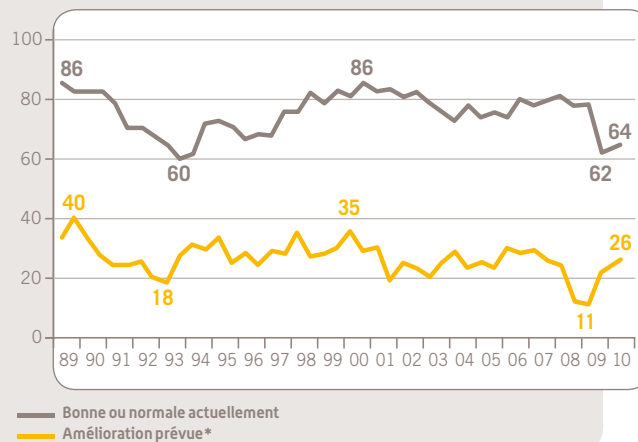
RENTABILITÉ 2009 ESTIMÉE EN FORT RECL

Conséquence de la chute historique de l'activité en 2009, 36 % des dirigeants considèrent "mauvais" les résultats de leur dernier exercice, tandis que 21 % seulement les estiment "bons".

L'indicateur de la rentabilité récente est donc très négatif, à - 15. À ce niveau, le jugement est moins négatif qu'en novembre dernier (- 22) mais très inférieur à celui de mai 2009 (+ 9).

RENTABILITÉ DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

*Voir commentaire sur rentabilité prévue en 2010 en page XX.

LA RENTABILITÉ EST CONSIDÉRÉE LA PLUS DÉGRADÉE DANS LES TRAVAUX PUBLICS, LES TRANSPORTS ET L'INDUSTRIE

Les résultats de l'exercice 2009 sont jugés en fort recul par rapport à ceux de 2008 dans la quasi-totalité des secteurs

d'activité. L'indicateur de la rentabilité récente est le plus négatif dans les travaux publics (à - 38, contre + 30 en mai 2009), les transports (- 34, vs - 15) et l'industrie (- 27, après + 10). La chute est toutefois un peu moins prononcée dans le bâtiment (- 4, vs + 23), le commerce de gros (- 10, contre + 9), les services aux entreprises (- 14, après + 13), les services aux particuliers (- 8, contre + 3) et le tourisme (- 7, vs + 3). Enfin, la rentabilité se serait maintenue en 2009 dans le commerce de détail à un niveau jugé médiocre (- 9 en mai 2010, au lieu de - 10 un an auparavant).

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ EST INDÉPENDANTE DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE AINSI QUE DE SON CARACTÈRE EXPORTATEUR OU INNOVATEUR

L'indicateur de la rentabilité récente est proche de la moyenne (- 15), quel que soit l'effectif salarié de l'entreprise. Conséquence directe de la récession de 2008-2009, les résultats du dernier exercice sont jugés aussi négativement par les entreprises innovantes et exportatrices.

LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE DEVRAIT PEU ÉVOLUER D'ICI LA FIN DE L'ANNÉE

L'indicateur prévisionnel d'évolution de la trésorerie au cours des prochains mois est légèrement négatif, à - 5, soit nettement moins qu'en novembre dernier (- 13).

LES ANTICIPATIONS SONT ASSEZ VARIABLES SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur de la trésorerie pour les prochains mois est très négatif dans le commerce et la réparation automobile (à - 24), le commerce de détail (- 20) et les travaux publics (- 19). Les anticipations sont également assez négatives dans les transports (- 11) et le bâtiment (- 10).

Cependant, peu d'évolution est attendue dans le commerce de gros (indicateur prévisionnel à - 7), l'industrie (- 4), les services aux entreprises (- 1), le tourisme (+ 4) et les services aux particuliers (+ 5).

LES PME NON EXPORTATRICES CRAIGNENT UNE LÉGÈRE DÉGRADATION TANDIS QUE LES EXPORTATRICES S'ATTENDENT PLUTÔT À UNE AMÉLIORATION

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie future ressort à - 9 pour les PME non ou très peu exportatrices. Il est en revanche positif chez les "moyennement exportatrices" (+ 4) et les "fortement exportatrices" (+ 10).

LES ENTREPRISES INNOVANTES SONT PLUS OPTIMISTES QUE LES AUTRES

Les PME qui ont innové au cours des trois dernières années anticipent une quasi-stabilité de l'état de la trésorerie, avec un indicateur prévisionnel à + 3. Pour leur part, les entreprises classées "non innovantes" prévoient un certain durcissement (- 9).

PEU D'ÉVOLUTION ATTENDUE SUR LES RÉSULTATS DE 2010

26 % des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité en 2010, contre 23 % une dégradation. L'indicateur avancé de la rentabilité des PME est donc tout juste positif, à + 3, en ligne avec les prévisions d'évolution très modérée de l'activité sur l'ensemble de l'année.

LÉGER REDRESSEMENT DES RÉSULTATS ANTICIPÉ DANS L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE DE GROS MAIS CRAINTE D'UNE POURSUITE DU RECU DANS LA CONSTRUCTION, LE COMMERCE DE DÉTAIL AINSI QUE LE COMMERCE ET LA RÉPARATION AUTOMOBILE

Les pronostics d'évolution des résultats financiers en 2010 sont plutôt optimistes dans l'industrie (indicateur prévisionnel à + 12), le commerce de gros (+ 11), voire le tourisme (+ 7), les services aux particuliers (+ 7) et les services aux entreprises (+ 6). Les perspectives sont au contraire assez négatives dans le commerce et la réparation automobile (- 21) et le commerce de détail (- 18), voire la construction (- 9) et les transports (- 5).

LES PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ EN 2010 SONT MEILLEURES DANS LES MOYENNES ENTREPRISES QUE DANS LES TPE

Nul dans les TPE, l'indicateur avancé de la rentabilité s'élève à + 11 dans les entreprises de 50 à 500 salariés, en passant par + 5 pour les entreprises de 10 à 49 salariés.

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ESCOMPENT UNE SENSIBLE AMÉLIORATION DES RÉSULTATS

L'indicateur avancé de la rentabilité ressort à + 22 dans les entreprises "fortement exportatrices", à + 13 pour les "moyennement exportatrices" tandis qu'il est nul pour les "non ou très peu exportatrices".

LES PME INNOVANTES SONT NETTEMENT PLUS OPTIMISTES QUE LES AUTRES

Les entreprises qui ont pratiqué l'innovation au cours des trois dernières années tablent sur une réelle progression de leurs performances financières pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à + 15. Au contraire, celles qui n'ont pas innové sont plutôt pessimistes (- 4).

4/ Les investissements et leur financement

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'équipement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N ("en hausse", "stable" ou "en baisse") par rapport à l'année précédente [N-1], ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante (N+1) est sollicitée, toujours de façon qualitative.

NET RALENTISSEMENT DU RECUL DE L'INVESTISSEMENT EN 2010

La stabilisation de l'activité voire, dans les secteurs les plus en amont, l'amorce de son redressement, conduisent les PME à limiter la baisse de leurs dépenses d'investissement.

En mai 2010, 45 % des dirigeants prévoient d'investir dans l'année, soit 2 points de plus qu'en mai 2009. Cependant,

l'indicateur d'investissement, qui donne la tendance de l'évolution du volume des dépenses d'investissement, demeure négatif à - 6. Les PME seraient donc un peu plus nombreuses à investir mais avec des montants légèrement moindres.

LA TENDANCE EST ASSEZ VARIABLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'investissement a cessé de reculer dans l'industrie : 52 % des PMI prévoient d'investir dans l'année, soit 2 % de plus qu'en mai 2009. En outre l'indicateur d'évolution des dépenses d'investissement s'établit à + 1, contre - 32 un an plus tôt.

L'investissement est également en voie de stabilisation dans le tourisme [indicateur à - 5], les services aux entreprises [- 4] et les services aux particuliers [- 3]. Dans ces trois secteurs d'activité, l'indicateur du volume d'investissement est proche de l'équilibre, alors que la proportion d'entreprises prévoyant d'investir dans l'année est égale ou en hausse sur un an.

En revanche, les dépenses d'investissement prévues sur l'année sont encore en baisse sensible dans le commerce de gros [indicateur prévisionnel à - 12], le commerce de détail [- 10] et surtout dans le secteur des transports [- 16, contre - 38]. Après un brusque freinage en 2009, l'investissement recule moins vite dans le bâtiment [- 9, vs - 32]. Il reste cependant en forte contraction dans les travaux publics [- 46, après - 52].

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT EN 2010

PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2009)

Industrie	52 % [50 %]	↗
Bâtiment	41 % [43 %]	↘
Travaux publics	38 % [57 %]	↘
Commerce/réparation automobile	37 % [n.d.]	
Commerce de gros	35 % [32 %]	↗
Commerce de détail	36 % [38 %]	↘
Transports	48 % [41 %]	↗
Tourisme	53 % [50 %]	↗
Services aux entreprises	42 % [42 %]	→
Services aux particuliers	52 % [35 %]	↗
Ensemble	45 % [43 %]	↗

INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2009)

Industrie	+ 1 [- 32]	↗
Bâtiment	- 9 [- 38]	↗
Travaux publics	- 46 [- 52]	↗
Commerce/réparation automobile	- 8 [n.d.]	
Commerce de gros	- 12 [- 31]	↗
Commerce de détail	- 10 [- 26]	↗
Transports	- 16 [- 38]	↗
Tourisme	- 5 [- 12]	↗
Services aux entreprises	- 4 [- 23]	↗
Services aux particuliers	- 3 [- 22]	↗
Ensemble	- 6 [- 29]	↗

Source : OSEO

Lecture : 52 % des PME de l'industrie prévoient en mai 2010 de faire des investissements en 2010, contre 50 % prévoyant en mai 2009 d'investir dans l'année. Toujours dans l'industrie, 31 % des entreprises envisagent d'investir plus qu'en 2009 et 30 % moins, ce qui donne un indicateur prévisionnel de l'investissement de + 1, très supérieur à celui de mai 2009 pour l'année 2009 [- 32]. Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

L'ATTÉNUATION DU RECU DE L'INVESTISSEMENT CONCERNE TOUTES LES TAILLES D'ENTREPRISE

Entre mai 2009 et mai 2010, l'indicateur du volume d'investissement a regagné 20 points dans les TPE, à - 8, et 35 points dans les entreprises de 50 à 500 salariés, à - 1.

L'INVESTISSEMENT REDÉMARRE DANS LES ENTREPRISES FORTEMENT EXPORTATRICES

L'indicateur d'investissement est positif, à + 5, pour les entreprises qui font plus du quart de leur CA à l'international. Il reste cependant légèrement négatif chez les PME "moyennement exportatrices", à - 4, et de façon un peu plus marquée, à - 8, chez les "non ou très peu exportatrices".

L'INVESTISSEMENT S'EST STABILISÉ DANS LES ENTREPRISES INNOVANTES

29% des entreprises innovantes prévoient des dépenses d'investissement en hausse en 2010, tandis que 28 % les anticipent en baisse. Ceci leur donne un indicateur positif à + 1, contre - 10 pour les "non innovantes".

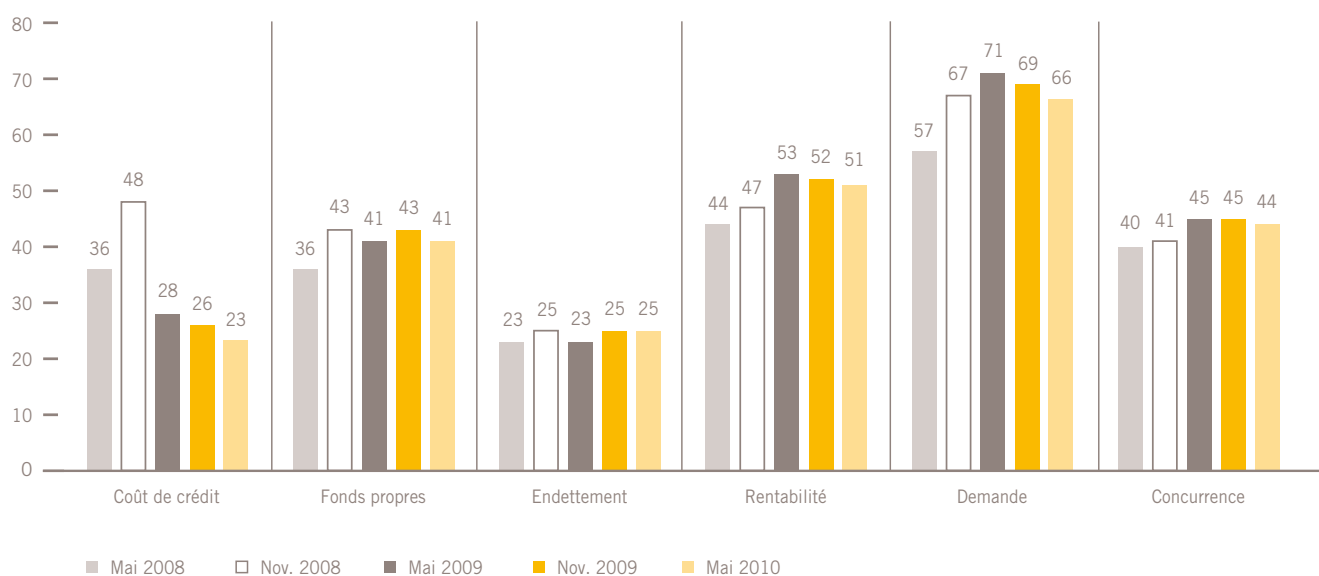
LA FAIBLESSE DE LA DEMANDE RESTE LE PRINCIPAL FREIN À L'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'**insuffisance de la demande** conserve de loin la première place, avec 66 % de citations, marquant toutefois un recul de 5 points par rapport au pic atteint en mai 2009. L'**insuffisance de la rentabilité** vient au deuxième rang, mentionnée par 51 % des dirigeants.

L'**intensité de la concurrence** arrive en troisième position, suivie par le **manque de fonds propres**, avec respectivement 44 % et 41 % de citations. L'endettement de l'entreprise (25 %) et le coût du crédit (23 %) apparaissent comme des freins à l'investissement nettement plus secondaires.

OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT En %



Source : OSEO

STABILITÉ DE L'AUTOFINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Les investissements programmés sur l'année 2010 sont de nature immobilière à hauteur de 40 %, mobilière pour 53 % et incorporelle pour le solde. Cette répartition est quasi identique à celle obtenue en mai 2009.

Les PME prévoient d'autofinancer⁽⁶⁾ leurs investissements de 2010 à concurrence de 40 % en moyenne, soit un point de moins qu'en mai 2009 mais 6 points de plus qu'en mai 2008.

Au sein des plans de financement, le poids moyen des concours à long terme est relativement faible : 8 % pour les crédits bancaires à plus de 7 ans et 2 % pour le crédit-bail immobilier. Ces concours sont en effet réservés aux programmes importants (constructions neuves, acquisition de locaux, restructurations majeures), de montants unitaires souvent élevés mais assez peu fréquents.

Les concours à moyen terme dédiés aux investissements courants sont pour leur part beaucoup plus fréquents. Les crédits bancaires de 2 à 7 ans représentent 35 % en moyenne des plans de financement prévisionnels, tout comme en 2009, et les opérations de crédit-bail et de location financière 15 %.

INVESTISSEMENTS PRÉVUS EN 2010 ET MODES DE FINANCEMENT ENVISAGÉS Base : 1 399 PME ayant déclaré des investissements

Répartition des investissements par nature	(rappel mai 2009)	Plan de financement moyen	(rappel mai 2009)
IMMOBILIERS (terrains, constructions, locaux existants, aménagements)	41 % (40 %)	AUTOFINANCEMENT (y compris apports en fonds propres et subventions)	40 % (41 %)
MOBILIERS (matériels, véhicules, équipements divers...)	53 % (52 %)	CRÉDIT BANCAIRE moyen terme (2 à 7 ans) long terme (8 ans et plus)	43 % (42 %) 35 % (35 %) 8 % (7 %)
INCORPORELS (fonds de commerce, brevets, licences, logiciels)	6 % (8 %)	CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE	15 % (16 %)
		CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	2 % (1 %)
Montant global investi	100 % (100 %)	Total	100 % (100 %)

Source : OSEO

(6) Autofinancement des investissements = financement sur ressources propres de l'entreprise + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance)

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

L'ACTIVITÉ EST ESSENTIELLEMENT TIRÉE PAR LES PMI INNOVANTES ET EXPORTATRICES

UNE REPRISE ENCORE HÉSITANTE DE L'ACTIVITÉ

L'activité a commencé à se redresser dans la plupart des branches d'activité depuis la fin de 2009.

Agroalimentaire : le CA progresse au rythme de + 3,4 %, contre - 0,7 % fin 2009. Les carnets de commandes se sont un peu regarnis au cours des six derniers mois, avec un indicateur courant⁽⁷⁾ à - 4, contre - 15 en novembre 2009. L'indicateur d'évolution des commandes au cours des prochains mois est remonté à + 22, après + 12 en novembre. Les prévisions pour 2011 sont optimistes, avec un indicateur avancé de l'activité à + 44 (contre + 31 en mai 2009).

Biens intermédiaires : le CA est prévu en hausse de + 1,7 % en 2010, après un recul de - 15,5 % en moyenne en 2009. Les carnets de commandes sont encore peu garnis, avec un indicateur courant à - 35 (contre - 62 fin 2009). Cependant, la demande est attendue en hausse pour les six mois à venir, l'indicateur prévisionnel des carnets remontant à + 15 (vs - 3 en novembre). Les perspectives de production apparaissent meilleures pour 2011, avec un indicateur avancé de l'activité à + 44 (au lieu de + 15 en mai 2009).

Biens d'équipement : L'activité est attendue en progression de + 2,5 % en valeur cette année, après un recul moyen en 2009 estimé à - 12,9 %. Les carnets de commandes ont été moins dégarnis au cours des six derniers mois, avec un indicateur courant à - 28 en mai 2010 contre - 49 six mois auparavant, et sont escomptés en hausse à court terme, avec un indicateur prévisionnel à + 14, après + 3. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2011 sont assez optimistes, avec un indicateur avancé à + 43, au plus haut depuis 2007.

Biens de consommation : Le chiffre d'affaires de 2010 est prévu en recul de - 0,6 % en moyenne, contre - 5,3 % l'année précédente. Les carnets de commandes sont toujours assez minces, avec un indicateur courant à - 28 en mai, après - 45 en novembre 2009. La demande devrait se redresser quelque peu dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel des commandes ressortant à + 11, au lieu de + 3 fin 2009. Dans ce contexte, 44 % des entreprises anticipent une progression de leur activité l'an prochain et 12 % une baisse, ce qui donne un indicateur avancé à + 32.

LES PMI EXPORTATRICES ONT RETROUVÉ LE CHEMIN DE LA CROISSANCE

Les prévisions de hausse du CA en 2010 atteignent + 8,3 % pour les "fortement exportatrices" et + 4,2 % pour les "moyennement exportatrices", tandis qu'un recul de - 0,5 % est annoncé par les PMI "non exportatrices"⁽⁸⁾. La demande est attendue en sensible hausse chez les premières, avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à respectivement + 32 et + 26, contre + 7 seulement pour les non exportatrices.

Dans ce contexte, les anticipations d'évolution de l'activité en 2011 sont nettement plus élevées chez les PME exportatrices (indicateur avancé à + 58) que chez les non exportatrices (+ 33).

INDICATEURS PRÉVISIONNELS

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse"

	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2011	
		TOTAL		TOTAL
PMI exportatrices	(38 %) + 28	+15	+ 58	+ 42
PMI non exportatrices	(62 %) + 7		+ 33	
PMI innovantes	(53 %) + 25	+ 15	+ 58	+ 42
PMI non innovantes	(47 %) + 3		+ 25	

Source : OSEO

L'ACTIVITÉ DES PMI INNOVANTES⁽⁹⁾ EST EN PLEINE REPRISE

Leur activité est prévue en progression de + 4,6 % en moyenne en 2010 (vs - 9,3 % en 2009), contre - 1,3 % pour les PMI non innovantes (après - 13,9 %). La demande adressée aux PMI innovantes est attendue en sensible redressement au cours des six prochains mois, d'où leur optimisme pour 2011, avec un indicateur avancé de l'activité à + 58 au lieu de + 25 pour les "non innovantes".

(7) Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

(8) 38 % des PMI figurant dans l'échantillon exportent plus de 5 % de leur CA, dont 16 % réalisant plus du quart de leur CA à l'export, appelées "fortement exportatrices". Par convention, on appelle "non exportatrices" celles qui n'exportent pas du tout ou moins de 6 % de leur CA.

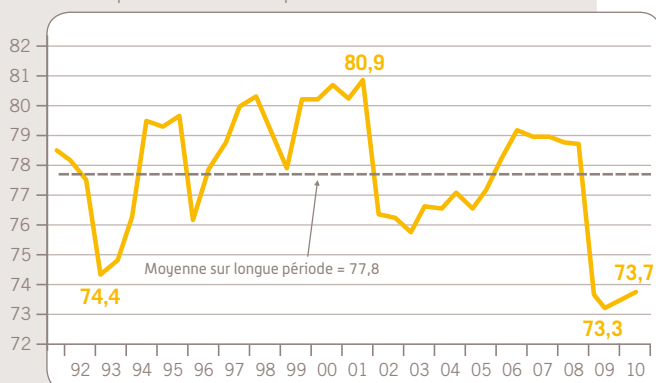
(9) 53 % des PMI de l'échantillon sont classées "innovantes".

L'INVESTISSEMENT DES PMI REDÉMARRE TIMIDEMENT

L'indicateur courant du volume d'investissement ressort à + 1, contre - 25 en novembre et - 32 en mai 2009. Il est positif pour la première fois depuis la mi-2008. Cependant, le mouvement de reprise est tout juste esquissé, car le taux d'utilisation des capacités installées est encore proche de son plus bas historique, à 73,7 %, soit 3,1 % au-dessous de la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Il y a peu d'écart sectoriels, sinon dans l'agroalimentaire, où l'indicateur courant du volume d'investissement culmine à + 13.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI EN 2010

	PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL MAI 2009)		INDICATEUR AVANCÉ DE L'INVESTISSEMENT (RAPPEL MAI 2009)	
IAA	66 % (n.s.)		+ 13 (n.s.)	
Biens intermédiaires	51 % (42 %)	↗	+ 1 (- 45)	↗
Biens d'équipement	52 % (50 %)	↗	- 3 (- 13)	↗
Biens de consommation	41 % (n.s.)		- 5 (n.s.)	
Ensemble industrie	52 % (50%)	↗	+ 1 (- 32)	↗

Source : OSEO

Lecture : 52 % des PMI prévoient en mai 2010 de faire des investissements dans l'année, contre 50 % en mai 2009. En termes de volume d'investissement, 31 % pensent investir plus qu'en 2009 et 30 % moins, ce qui donne un indicateur de + 1, contre - 32 en mai 2009.

Le redressement de l'investissement provient uniquement des PMI qui pratiquent l'innovation et de celles qui réalisent plus du quart de leur activité à l'international. L'indicateur courant du volume d'investissement s'élève à + 7 chez les PMI innovantes, contre - 7 chez les non innovantes. Par ailleurs, en six mois, l'indicateur a bondi de 44 points, à + 18, chez les PMI "fortement exportatrices", tandis qu'il s'est stabilisé chez les "moyennement exportatrices" (nul en mai, après - 38 en novembre) mais est demeuré négatif à - 3, malgré une hausse de 18 points, chez les "non exportatrices".

APRÈS UN RAPIDE REcul EN 2009 LES EFFECTIFS INDUSTRIELS TENDENT À SE STABILISER

En six mois, l'indicateur courant de l'emploi des PMI s'établit à - 7 en mai 2010, contre - 25 douze mois auparavant et - 27 en novembre 2009.

Les suppressions de postes ont cessé dans l'agroalimentaire (+ 7 en mai, après - 4 en novembre) et dans la branche des biens d'équipement (0, vs - 19). Les réductions d'effectifs sont pour leur part en net ralentissement dans les biens intermédiaires (indicateur courant à - 19, contre - 31) et les biens de consommation (- 19, après - 31).

L'emploi s'est stabilisé chez les PMI exportatrices (- 1, vs - 32), alors qu'il est encore en baisse chez les non exportatrices (indicateur courant à - 10, au lieu de - 25). De même, les PMI innovantes ne réduisent plus guère leurs effectifs (- 2, après - 27 en novembre), contrairement aux PMI non innovantes (- 10 en mai, vs - 29 six mois auparavant).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2011 sont à la hausse, avec un indicateur avancé à + 19, contre - 3 un an plus tôt. Cet indicateur prévisionnel pour 2011 est proche de la moyenne dans toutes les branches, à l'exception de celle des biens de consommation où il est plus faible (+ 11). Les anticipations de recrutement à l'horizon de l'année 2011 sont d'autant plus élevées que l'entreprise exporte (indicateur à + 30 pour les "fortement exportatrices") et qu'elle innove (+ 27 pour les PMI innovantes).

CONSTRUCTION

LÉGER REcul DE L'ACTIVITÉ ATTENDU EN 2010

LA BAISSÉ D'ACTIVITÉ SE POURSUIT MAIS À UN RYTHME TRÈS ATTÉNUÉ

Une diminution nominale du chiffre d'affaires en 2010 est prévue à - 1,2 % dans le bâtiment et à - 0,6 % dans les travaux publics. C'est beaucoup moins qu'en 2009, année pour laquelle la baisse a été évaluée en novembre dernier à respectivement - 4,1 % et - 8,7 %.

Dans le **Bâtiment**, les carnets de commandes sont presque aussi dégarnis que précédemment, avec un indicateur courant à - 19 en mai, contre - 23 fin 2009. De plus, aucune amélioration n'est attendue à court terme, l'indicateur prévisionnel des commandes étant nul. En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2011 font état d'une timide progression, avec un indicateur avancé à + 9 seulement.

La situation est très voisine dans les **travaux publics** : les commandes sont faibles (indicateur courant à - 36, vs - 44 en novembre), sans aucune perspective de redressement d'ici la fin de l'année (indicateur prévisionnel à - 18). Dans ce contexte très contraint, les pronostics de redressement de l'activité en 2011 sont aussi pessimistes que dans le bâtiment (indicateur avancé à + 10).

LES EFFECTIFS SE STABILISENT DANS LE BÂTIMENT MAIS CONTINUENT LEUR RÉDUCTION DANS LES TP

Par rapport à fin 2009, l'emploi s'est pratiquement maintenu dans le bâtiment, l'indicateur courant ressortant à - 2 en mai. À l'inverse, les suppressions de postes se poursuivent dans les travaux publics, où l'indicateur courant de l'emploi ressort à - 19 (après - 21 en novembre 2009).

Étant donné les médiocres perspectives d'activité en 2010, une stabilisation des effectifs est au mieux anticipée pour 2011, avec un indicateur avancé à + 2 dans le bâtiment et - 2 dans les TP.

UNE SITUATION FINANCIÈRE DE PLUS EN PLUS DIFFICILE

La situation de la trésorerie s'est tendue encore un peu plus au cours des six derniers mois passés sous revue : 44 % des entreprises font part de difficultés, contre respectivement 40 % et 30 % en novembre et mai 2009. La dégradation est cependant moins prononcée dans le bâtiment, avec 42 % de citations de difficultés (après 39 % en novembre), que dans les travaux publics où la proportion culmine à 57 % (+ 12 points en six mois). Les perspectives d'évolution de la trésorerie à court terme demeurent très négatives, avec un indicateur prévisionnel à - 10 dans le bâtiment et - 19 dans les travaux publics.

Peu après la sortie des bilans du dernier exercice, les dirigeants estiment que la rentabilité de leur entreprise a fortement diminué en 2009, l'indicateur de la rentabilité récente perdant 27 points en un an dans le bâtiment, à - 4, tandis qu'il chute de 68 points dans les travaux publics, à - 38. Une nouvelle baisse des résultats financiers est attendue en 2010, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité étant très négatif, à - 10 pour le bâtiment et - 7 pour les TP.

COMMERCE

L'ACTIVITÉ REDÉMARRE DANS LE COMMERCE DE GROS MAIS RECULE ENCORE DANS CEUX DU DÉTAIL ET DE L'AUTOMOBILE

COMMERCE DE GROS : LE REDRESSEMENT PRÉVU FIN 2009 S'EST CONFIRMÉ DÉBUT 2010

En mai, les PME du commerce de gros prévoient un CA en progression de + 1,8 % en moyenne en 2010, après une baisse en 2009 estimée à - 5,6 %. En six mois, l'indicateur des carnets de commandes est remonté de 14 points, à - 27, à la faveur notamment de la reprise technique en cours dans l'industrie.

De plus, la demande est plutôt bien orientée, l'indicateur prévisionnel pour les six prochains mois restant positif, à + 12 (contre + 11 en novembre dernier).

Dans ce contexte, les anticipations d'évolution de l'activité en 2011 sont résolument optimistes, l'indicateur avancé étant au plus haut depuis mai 2007, à + 37.

Les effectifs se sont stabilisés depuis fin 2009, l'indicateur courant de l'emploi s'établissant à + 1, après - 10 en novembre. Les créations de postes pourraient reprendre quelque peu en 2011, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 16.

Les trésoreries ont continué de se détendre au cours des six derniers mois, 33 % des PME annonçant des difficultés, après respectivement 38 % et 42 % en novembre et mai 2009.

En revanche, les dirigeants sont prudents sur les perspectives d'évolution dans les six mois à venir : 20 % craignent une dégradation de la situation de trésorerie tandis que 13 % tablent sur une amélioration, ce qui donne un indicateur prévisionnel négatif à - 7.

La rentabilité obtenue en 2009 est jugée assez sévèrement, avec un indicateur à - 10, au lieu de - 15 pour l'ensemble des PME. Cependant, les dirigeants s'attendent à une sensible amélioration en 2010, l'indicateur prévisionnel ressortant à + 11, contre + 3 tous secteurs d'activité confondus.

COMMERCE DE DÉTAIL : LA SITUATION DEMEURE TRÈS DIFFICILE

Après une baisse des ventes en 2009 estimée à - 2,9 % en moyenne en novembre dernier, l'érosion a continué début 2010, les PME de la branche prévoyant une diminution du chiffre d'affaires de - 0,8 % cette année. Les pronostics pour 2011 sont assez sombres, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à + 7 seulement, contre + 29 pour l'ensemble des petites et moyennes entreprises.

Les problèmes de trésorerie restent très fréquents, mentionnés dans 44 % des entreprises, après 48 % en novembre et 44 % en mai 2009. Un nouveau durcissement est attendu à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant très négatif à - 20, contre - 5 en moyenne pour l'ensemble des PME.

Dans ce contexte particulièrement difficile, les effectifs sont toujours en diminution, l'indicateur courant de l'emploi s'établissant à - 8 en mai, après - 11 en novembre. Les dirigeants anticipent au mieux une stabilisation en 2011, avec un indicateur avancé de l'emploi nul (contre + 5 en mai 2009). L'ajustement de l'emploi à la baisse d'activité a sans doute permis de limiter la baisse de la rentabilité. En effet, l'indicateur de la rentabilité récente, à - 10, est moins dégradé que pour la moyenne des PME (- 15). En revanche, une sensible diminution des performances financières est attendue pour l'exercice en cours, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité s'établissant à - 18.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : UNE CONJONCTURE PEU PORTEUSE

Le chiffre d'affaires ne s'effriterait que de - 0,9 % en moyenne cette année, après un recul en 2009 évalué à - 5,6 %. Les carnets de commandes sont jugés peu garnis, avec un indicateur courant à - 33 (après - 26 en novembre). En outre, la demande est attendue en baisse dans les prochains mois, l'indicateur prévisionnel ressortant à - 18 (contre - 5 en novembre). En conséquence, les anticipations d'activité en 2011 sont très mitigées, l'indicateur avancé de l'activité étant le plus faible de tous les secteurs, à + 3 seulement.

Les effectifs ont encore diminué sur les premiers mois de 2010, avec un indicateur courant de l'emploi à - 18, poursuivant la tendance observée en 2009.

Les trésoreries se sont un peu assouplies au cours des six derniers mois, mais les entreprises font part d'une crainte de net durcissement à court terme, l'indicateur prévisionnel étant au plus bas, à - 24. Au global, la rentabilité a un peu mieux résisté que prévu fin 2009, avec un indicateur courant à - 15 en mai, contre - 25 en novembre précédent. Les anticipations d'évolution des résultats financiers en 2010 sont cependant très pessimistes, l'indicateur prévisionnel étant le plus négatif de tous les secteurs d'activité, à - 18.

TRANSPORTS

NETTE AMÉLIORATION DE LA SITUATION

ACTIVITÉ ET EMPLOI SE SONT STABILISÉS APRÈS LE BRUSQUE REcul DE 2009

Le chiffre d'affaires de l'exercice en cours est attendu en très légère hausse nominale, de + 0,7 % en moyenne, après la chute de - 8,4 % annoncée en 2009. Les anticipations pour 2011 sont assez positives, l'indicateur avancé de l'activité s'élevant à + 23. Les effectifs sont globalement stables, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à + 2. Cependant, les recrutements pourraient s'accélérer quelque peu à l'horizon 2011, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 12.

UNE SITUATION FINANCIÈRE JUGÉE PARTICULIÈREMENT DIFFICILE

Les trésoreries sont toujours très serrées, 43 % des dirigeants disant avoir affronté des difficultés au cours des six derniers mois, contre 44 % en novembre 2009 mais à peine un tiers avant l'éclatement de la crise en 2008. La situation devrait en outre demeurer tendue, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant négatif à - 11.

Les résultats financiers de 2009 sont considérés très en retrait sur un an, l'indicateur courant de la rentabilité ayant chuté de 19 points, à - 34, contre - 15 en moyenne pour l'ensemble des PME. Les performances financières pourraient s'améliorer encore un peu plus pour l'exercice en cours, l'indicateur prévisionnel étant négatif à - 5.

LES INVESTISSEMENTS TARDENT À REDÉMARRER

Dans un contexte de stabilisation de l'activité à un niveau bas, 48 % des entreprises annoncent des investissements en 2010. C'est 7 points de plus qu'en mai 2009 pour cette année-là. Toutefois, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement en 2010 est assez négatif, à - 16.

TOURISME

LES PERSPECTIVES SONT ASSEZ BONNES

L'ACTIVITÉ A ENTAMÉ SON REDRESSEMENT

Après avoir reculé de - 3,3 % en moyenne en 2009, le chiffre d'affaires est prévu en hausse de + 0,4 % en 2010. Une certaine accélération est escomptée en 2011, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à + 28.

LES EFFECTIFS PROGRESSED

Les créations de postes ont été importantes au cours des premiers mois de 2010, avec un indicateur courant à + 8 en mai, contre - 2 fin 2009. D'ailleurs, 35 % des PME indiquent des difficultés de recrutement, soit 9 points de plus qu'en mai 2009. Les entreprises prévoient d'accroître à nouveau leurs effectifs en 2011, l'indicateur avancé de l'emploi s'élevant à + 10.

UNE SITUATION FINANCIÈRE RELATIVEMENT FAVORABLE

38 % des dirigeants disent avoir connu des tensions de trésorerie au cours des six derniers mois, soit 2 % de plus qu'en novembre dernier, mais 8 % de moins qu'il y a un an, ceci grâce à la baisse du taux de la TVA dans la restauration à partir du 1^{er} juillet 2009. La tendance est à l'amélioration dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant positif, à + 4.

La rentabilité obtenue en 2009 est jugée nettement moins dégradée que dans les autres secteurs d'activité, avec un indicateur de la rentabilité récente à - 7, contre une moyenne générale de - 15. Les PME tablent sur une légère progression en 2010, l'indicateur prévisionnel s'élevant à + 7.

DES INVESTISSEMENTS EN VOIE DE STABILISATION

L'indicateur courant d'investissement ressort à - 5 en mai 2010, après - 9 et - 12 respectivement en novembre et mai 2009.

SERVICES

UN LENT REDÉMARRAGE DE L'ACTIVITÉ

SERVICES AUX ENTREPRISES : REDRESSEMENT PLUS RAPIDE POUR CELLES QUI INNOVENT

Les PME des services aux entreprises⁽¹⁰⁾ prévoient une augmentation de + 1,8 % de leur CA cette année, après un recul limité à - 3,6 % en 2009. La prévision est légèrement supérieure chez les entreprises classées "innovantes"⁽¹¹⁾, à + 2,3 %, que chez les "non innovantes", à + 1,4 %. Les deux catégories anticipent une accélération de la croissance en 2011, mais plus fortement chez les premières, avec un indicateur avancé de l'activité à + 41, que chez les secondes, où il s'établit à + 29.

L'emploi est stable en début d'année chez les entreprises innovantes, et prévu en forte hausse en 2011, l'indicateur avancé culminant à + 36. En revanche, les effectifs sont toujours en contraction chez les non innovantes, leur indicateur courant de l'emploi étant négatif à - 10 en mai 2010, après - 9 fin 2009. Ces dernières entreprises envisagent de reporter à l'an prochain l'accélération des embauches, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 19.

Au cours des six derniers mois, les difficultés de trésorerie ont été un peu moins fréquentes chez les entreprises innovantes, avec 36 % de citations, que chez les non innovantes (39 %). La situation de la trésorerie pour les mois à venir est anticipée stable chez les premières, mais en léger durcissement chez les secondes (indicateur prévisionnel à - 2).

Les résultats financiers de 2009 sont pratiquement jugés aussi insuffisants chez les innovantes, avec un indicateur courant de la rentabilité à - 12, que chez les non innovantes, où il est inférieur de 2 points, à - 14. Ces dernières tablent sur un maintien du niveau des performances financières en 2010, avec un indicateur prévisionnel de la rentabilité à + 3, tandis que celles qui pratiquent l'innovation escomptent une certaine amélioration cette année, leur indicateur étant supérieur de 7 points, à + 10.

LES SERVICES AUX PARTICULIERS SONT DANS LA TENDANCE GÉNÉRALE DE REPRISE MOLLE

Les PME du secteur⁽¹²⁾ tablent sur une progression moyenne de + 1,1 % de leur chiffre d'affaires en 2010, après un recul en 2009 limité à - 0,5 %, le moins prononcé de tous les secteurs d'activité. Les anticipations pour 2011 sont assez optimistes, avec un indicateur avancé à + 24, contre + 29 pour l'ensemble des petites et moyennes entreprises.

Les créations d'emplois restent très modérées, l'indicateur courant ayant progressé de 2 points en six mois, à + 3. Les entreprises envisagent une certaine accélération des recrutements en 2011, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 7, contre + 15 tous secteurs confondus.

40 % des chefs d'entreprise déclarent avoir eu des problèmes de trésorerie dans les six derniers mois, dans la moyenne des PME (39 %). La situation devrait toutefois s'améliorer à court terme, l'indicateur prévisionnel s'élevant à + 5, contre - 5 en moyenne.

Les comptes de l'exercice 2009 semblent avoir moins souffert de la récession dans ce secteur que dans les autres, l'indicateur de la rentabilité récente étant supérieur de 7 points à la moyenne générale qui est à - 8. De plus, un léger redressement est attendu pour l'exercice en cours, avec un indicateur prévisionnel à + 7.

[10] Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[11] 47 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont "innovantes".

[12] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

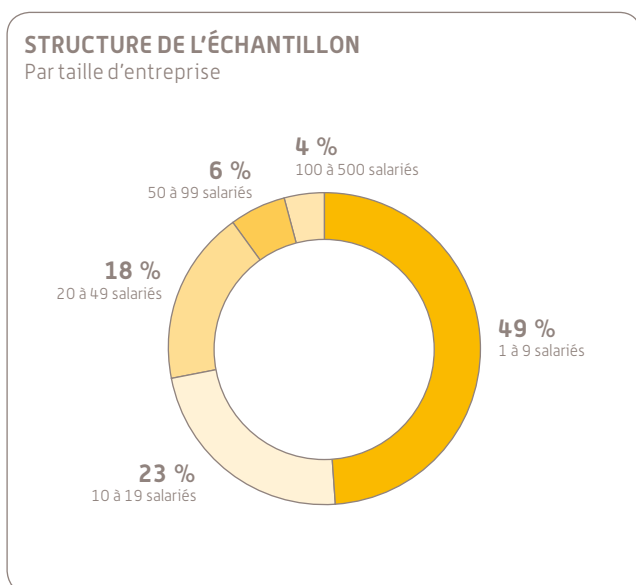
7/Méthodologie

L'enquête semestrielle d'OSEO a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

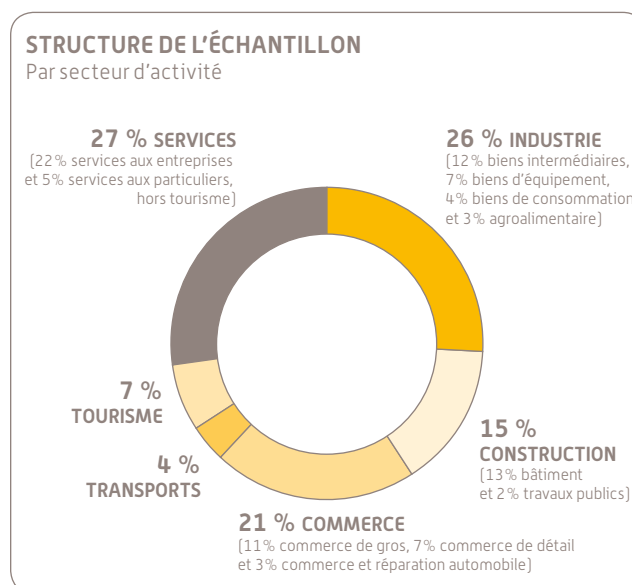
Pour cette 51^e édition, 30 000 entreprises de 1 à 500 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 3 135 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 4 mai et le 2 juin 2010.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 500 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).



Source : OSEO



Source : OSEO



OSEO

27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél.: 01 41 79 80 00

oseo.fr